

La violence sociale dans l'Antiquité : De la guerre archaïque à la guerre impériale

Alain Schnapp

Citer ce document / Cite this document :

Schnapp Alain. La violence sociale dans l'Antiquité : De la guerre archaïque à la guerre impériale. In: Raison présente, n°18, Avril – Mai – Juin 1971. Comment concevez vous un humanisme actuel ? pp. 81-98;

https://www.persee.fr/doc/raipr_0033-9075_1971_num_18_1_1483

Fichier pdf généré le 15/03/2019

LA VIOLENCE SOCIALE DANS L'ANTIQUITÉ

De la guerre archaïque à la guerre impériale

par Alain SCHNAPP

C'est à un long voyage que nous invitent les deux recueils ⁽¹⁾ du « Centre de Recherches Comparées sur les Sociétés Anciennes » de l'École des Hautes Etudes. Entre le monde des Palais mycéniens évoqués par Michel Lejeune et cette avant-scène de l'Empire romain que constituent les combats de gladiateurs décrits par Georges Ville, il n'y a pas moins d'une quinzaine de siècles.

Pourtant les évidences sont trompeuses : l'insertion de vingt siècles d'Antiquité classique dans la conscience historique moderne n'a pu être réalisée qu'au moyen d'un écrasement des perspectives qui privilégie la permanence aux dépens du changement, la structure face aux conjonctures. Les deux maîtres d'œuvres Jean-Pierre Vernant et Jean-Paul Brisson ont voulu — précisément parce que leur attention allait au long terme — en souligner les distorsions historiques, les changements de sens et de fonction : « La place même de la guerre dans une société, les fonctions qu'elle y assume, les significations qu'elle revêt pour les groupes en conflit ne sont pas des données permanentes » (G, p. 9). La démarche s'appuiera donc sur l'analyse des ruptures d'équilibres, des points d'inflexion historique qui transforment le cours de l'évolution sociale. C'est dire que les « problèmes de la guerre » ne se confondent pas avec l'histoire des armées ou les problèmes de la bataille que les historiens allemands d'avant-guerre ont fort bien étudiés dans un ouvrage classique ⁽²⁾.

(1) *Problèmes de la guerre en Grèce ancienne* (Paris 1968) et *Problèmes de la guerre à Rome* (Paris 1969). Les renvois aux volumes sont signalés par G pour la Grèce et R pour Rome.

(2) J. KROMAYER et G. VEITH, *Heerwesen und Kriegsführung der Griechen und Römer* (types d'armées et conduite de la guerre chez les Grecs et les Romains) München 1928 (réédition 1963).

Démarche ambitieuse mais à la mesure du sujet : dans les sociétés indo-européennes la guerre est à la fois à la périphérie et au centre du groupe social. Au centre parce que l'affrontement guerrier souligne la cohésion du groupe, à la périphérie parce que la guerre rompt les rythmes sociaux, menace les habitudes acquises et fait du guerrier un être dangereux adulé et suspecté tout à la fois. La guerre est donc le lieu de convergence de conduites culturelles, de pratiques sociales et économiques, de constructions mentales multiples. Surtout elle est cause de rencontre avec l'étranger (souvent avec l'étrange) et donc l'occasion de la définition de soi, de la prise de conscience d'une identité collective. Les tensions, les contradictions liées à la guerre sont d'autant plus intéressantes pour l'historien qu'elles suscitent mythes et discours, bref, une activité idéologique. La guerre est avant tout un état de crise beaucoup plus explicite que la famine ou les difficultés économiques. Les attitudes et les réactions mentales qu'elle provoque sont donc plus lisibles, plus transparentes : la guerre se raconte plus facilement que l'économie. Ce caractère explicite, cette richesse documentaire peuvent à leur tour masquer la réalité de la guerre. L'exploit guerrier, le mythe guerrier nous donnent une vision du groupe tel qu'il se voit lui-même. Entre le compte d'un commerçant et le récit d'une bataille il y a toute la distance qui sépare le fait du discours. L'historien sollicité par le caractère explicite des sources devra appuyer son analyse sur des corrélations implicites. Les moyens de l'enquête seront aussi multiples que la recherche est vaste, l'analyse structurale, la démographie historique, l'archéologie viennent au secours de la lecture critique des textes.

DU MONDE MYCENIEN AU MONDE HOMERIQUE

Le volume consacré à la Grèce s'ouvre par une courte introduction de J.-P. Vernant (*G*, p. 9-30) qui propose au lecteur un schéma général articulé en trois termes complémentaires. Une guerre « anté-politique » au sens propre du terme, c'est-à-dire une guerre qui se développe dans un cadre antérieur à ce système social particulier qu'est la cité. Sans arbitre entre les groupes : « Il n'existe pas de frontière nette séparant la vengeance privée de la guerre au sens propre » (*G*, p. 10). L'étude du vocabulaire, les structures religieuses confirment le caractère interfamilial des relations guerrières. Combats fictifs, rites d'adolescence qui opposent des adversaires de même âge en inversant parfois les réalités sexuelles (filles déguisées en garçons et réciproquement) dessinent l'image d'une société archaïque dominée par les structures de la famille. Avec l'apparition progressive de la cité dans le courant du VII^e siècle av. J.-C. l'image de la guerre se différencie des vieilles coutumes de guerre privée. La cité régit les activités du groupe, elle définit pour la première fois un domaine privé et un domaine public. Au-delà des particularismes familiaux elle invente un mode d'expression collectif qui est

à proprement parler *la politique*. Domaine à deux faces : « Le politique peut se définir comme la cité vue du dedans... la guerre c'est la même cité dans sa face tournée vers le dehors » (G, p. 17). La guerre est désormais l'émanation du corps social tout entier. Pour s'y préparer : des lois communes, une éducation commune, la *paideia*. Surtout, des règles bien définies assignent à l'affrontement militaire une place précise dans les rapports sociaux. Ce code de la guerre qui s'élabore lentement entraîne une évolution sociale et technique de la pratique du combat. La guerre n'est plus l'affrontement de deux champions : c'est l'opposition en ligne de fantassins mus par une éthique sociale collective. La guerre est naturelle parce qu'indissociable de la totalité des habitudes idéologiques et politiques de la cité : « Le politique absorbe la fonction guerrière » (G, p. 29). Cette absorption réduit au minimum, en les socialisant au maximum, les techniques militaires. La réciprocité est parfaite entre le chef militaire et le chef politique, le citoyen et le guerrier : la guerre équilibre *le* politique pour former *la* politique de la cité. Le troisième terme de l'évolution est caractérisé par l'éclatement du système. Le balancement des deux termes, leur liaison intime ne résistera pas à cette tension constante. L'évolution des formes et des pratiques de la politique conduit à la guerre hellénistique : « Armées de mercenaires au service de princes recrutées pour tailler et conserver des empires qui rassemblent désormais les peuples les plus divers » (G, p. 23).

Chacune des grandes périodes ainsi définies bénéficie d'un éclairage multiple. Quatre études sont consacrées à la guerre archaïque : M. Lejeune analyse les tablettes mycéniennes, F. Vian interroge les traditions mythiques, P. Courbin les vestiges archéologiques et G.S. Kirk complète l'ensemble par une réflexion sur la tradition homérique. L'apport simultané de l'épigraphie, de l'analyse structurale, de l'enquête archéologique et de la critique textuelle classique, définissent une méthodologie d'ensemble de la sociologie historique appliquée aux sociétés anciennes. L'étude de M. Lejeune (G, p. 31-51) met en valeur les traits socio-économiques de la guerre dans le monde mycénien, l'instantané fixé par les tablettes d'une société qui se prépare à un combat ultime ⁽¹⁾. Avec les réserves d'usage (caractère lacunaire des tablettes, difficultés philologiques, nature allusive des informations) l'auteur étudie les moyens économiques de la guerre et l'organisation de l'armée : répartition des « postes » (*oka*) le long des côtes, personnel, officiers, hommes de troupe et surtout « chevaliers » (*equeta*). Le plus grand soin est apporté à la définition sociale de ce dernier groupe : « ces *equeta* étaient sans nul doute des personnages importants, et leurs noms reparaissent dans les mêmes contextes que ceux des chefs d'*oka* et des « officiers » (G, p. 43). L'importance

(1) G. p. 31 : « Les incendies des palais ont cuit et conservé l'argile des tablettes. Nous avons donc à Pylos et à Cnossos les comptes de la dernière année d'existence des palais, ou tout au moins une partie de ces comptes. »

sociale des *equeta* est mise en rapport avec le rôle du char à des fins militaires et à un type de combat qui repose essentiellement sur des pratiques individuelles. L'ensemble des sources permet de conclure « à l'existence d'une classe de chevaliers appelés à combattre avec des chars et à qui l'équipement était fourni par le palais » (G, p. 51). L'armée mycénienne, lourde, complexe, appuyée sur une machinerie guerrière importante (charrerie) est aussi une armée ambiguë : l'armée d'un Etat centralisé où les liens d'homme à homme semblent avoir une grande importance. En étudiant les traditions mythiques qui se rapportent à la guerre, Francis Vian (G, p. 52-68) tente de saisir les caractères qui différencient ou qui rapprochent le monde grec de l'ensemble du monde indo-européen. Relations des dieux à la fonction guerrière : caractère « batailleur » d'Arès opposé à une Athéna guerrière certes, mais avant tout politique. Inexistence dans le domaine grec d'un dieu spécialisé dans la fonction guerrière, présence à l'époque archaïque d'une classe militaire spécialisée qui disparaît après Homère. Le travail d'Henri Jeanmaire ⁽¹⁾ est utilisé amplement pour souligner le rôle politique du *Laos* (du peuple armé) dans les textes homériques, le rôle du groupe des jeunes guerriers (*couroi*). Il est étrange, mais c'est probablement une loi du genre scientifique que sont les recueils collectifs, que ne soient pas signalées ici les réserves émises sur ces thèses par M.I. Finley à la page 158 du même volume. Ces réserves devraient être à mon sens rapprochées de celles de Georges Dumézil lui-même dans *Mythe et Epopée* : « Pendant une dizaine d'années... j'ai gêné, compromis, les constatations les plus évidentes par une thèse qui me semblait en être la conséquence nécessaire, à savoir que la société romaine primitive aurait été réellement divisée en classes fonctionnelles... il m'a fallu longtemps, et je m'en excuse, pour comprendre que l'étude comparative des *légendes* ne pouvait renseigner sur de tels faits ⁽²⁾. » A côté de l'*equeta* du mycénien, du *couros* homérique se dessine toujours la masse du *Laos*, du peuple qui participe à la fonction guerrière. Cette participation, cette intégration du peuple à la fonction guerrière est certes très différente des temps classiques, elle ne prouve nullement la spécialisation de la fonction guerrière. Le renvoi à une conception tripartite de la société (rois-prêtres, guerriers, groupe productif) que laissent deviner les collectivités guerrières comme les Spartes à Thèbes, ou les Phlégyens à Orchomène ne prouve pas la *réalité* d'une structure sociale tripartite. Les mythes de collectivités guerrières posent en Grèce comme ailleurs le problème de l'intégration de la violence dans l'activité sociale. Cette intégration ne peut être obtenue que par la sujétion de l'agent guerrier et même — dans des cas limites — sa destruction. Nous sommes ici dans la sphère des « péchés du guerrier » décrite par Georges Dumézil ⁽³⁾. Le guerrier transgresse le code social et de

(1) H. JEANMAIRE, *Couroi et Courètes*, Lille et Paris, 1939.

(2) Paris, 1968, p. 22-23.

(3) G. DUMEZIL, *Heur et malheur du guerrier*, Paris, 1969, p. 94-95.

ce fait, les rituels, les mythes tendent à trouver des modes de réintégration : combats rituels, épreuves probatoires ou expiatoires... La thématique de la guerre dans la mythologie grecque ne trouve son sens que si on l'envisage au niveau du mythe : de « la grammaire » et de la « chimie » communes des structures de l'idéologie tripartite des Indo-européens.

DES AGES ARCHAÏQUES A LA CITE CLASSIQUE

L'article de Paul Courbin (*G*, p. 69-91) est un dossier critique et raisonné des *realia* archéologiques : il dessine le niveau et les limites des « inférences » permises par l'archéologie descriptive. Origines des armes : leur diversité géographique (chypriote, orientale, égyptienne) implique une circulation des techniques liée à une technicité développée : qualité des productions, collaboration complexe des divers spécialistes dans la fabrication des navires et des chars ; rôle du cheval, importance de la fortification d'époque mycénienne qui contraste avec la régression des « siècles obscurs ». Surtout l'apport de l'archéologie précise ce fait que « tous les éléments de l'armure d'hoplite, à la seule exception de la deuxième poignée⁽¹⁾ du bouclier rond, étaient connus dès l'époque mycénienne et dès l'époque géométrique (*G*, p. 89). Autrement dit la phalange hoplitique n'est pas la conséquence *directe* d'une évolution technique : les causalités sociales ont été déterminantes.

La contribution de G.S. Kirk complète utilement les trois premiers volets de la description. La nécessaire réaction envers l'attitude scientifique qui a longtemps consisté à voir dans Homère — à la manière des auteurs antiques — un traité d'histoire et d'institution⁽²⁾ ne doit pas aboutir à l'abandon de l'étude critique du texte. Cette distanciation critique permet à G.S. Kirk de réaliser une bonne recension des renseignements institutionnels et psychologiques fournis par l'*Iliade* et l'*Odyssée* : psychologie du héros face à la guerre, idéologie « nobiliaire » du combat, rapports ambigus de la « royauté » et du « peuple ».

Sept études sont dédiées à la guerre dans la cité archaïque et classique ; de ces sept études, trois s'attachent à la transition des âges archaïques à l'époque classique, quatre à la description des phénomènes guerriers dans la société classique. Les communications de Marcel Detienne, Pierre Vidal-Naquet et M.I. Finley sont liées les unes aux autres. Marcel Detienne tente de résumer le problème si complexe de la phalange dans le monde grec en général, tandis que Pierre Vidal-Naquet et M.I. Finley en examinent les conséquences différentes mais solidaires sur les régimes socio-politiques d'Athènes et de Sparte. Nous sommes là au centre du livre comme au centre d'une des questions les plus débattues de l'Histoire grecque : la naissance de la cité classique.

(1) Qui facilite le combat en ligne.

(2) Sur ce problème voir M.I. FINLEY, *le Monde d'Ulysse*, Paris, 1969, pp. 6-17.

« Dans le courant du septième siècle, la plupart des cités grecques... mettent au point une formation tactique inédite. Chaque combattant est équipé d'une cuirasse de bronze, d'un casque, de jambières : de la main gauche il tient le bouclier rond à double poignée interne, de la main droite il porte la longue lance d'estoc. Revêtus du même équipement lourd, les hoplites sont disposés sur plusieurs rangs de profondeur ; chaque bouclier protège à la fois son propriétaire et son compagnon de combat liés par une étroite solidarité ; tous les compagnons marchent d'un même pas ; ils obéissent à la même discipline... » (*G*, p. 119). Bien des auteurs avant Marcel Detienne (*G*, p. 110-142) ont donné de la transformation des tactiques de la guerre une description sensiblement proche. L'intérêt de sa mise au point est de lier cette transformation tactique et technique à l'évolution sociale et politique du monde grec. Au plan mental tout d'abord la psychologie guerrière de l'hoplite est radicalement différente du combattant archaïque, le collectif prend le pas sur l'individuel, la discipline sur l'exploit personnel. La phalange suppose une préparation identique des combattants, une solidarité physique et technique du groupe guerrier. Elle consacre socialement l'attachement des guerriers à la cité et aux institutions qui la constituent. La guerre n'est plus l'effet de petites bandes menées par des chefs indépendants, elle est l'expression de la communauté. Pour organiser la phalange, pour la rendre efficace il faut une organisation et des institutions : en un mot un ordre politique qui « nie toute forme de spécialisation militaire, fait disparaître tout souvenir ou toute tentative de spécialisation de la fonction guerrière » (*G*, p. 128-129). La liaison entre la révolution politique et la révolution sociale est claire : le groupe des « nobles », des « chefs », des « cavaliers » héritier des traditions archaïques de la guerre est bien obligé de faire place à ceux qui portent désormais tout le poids de la fonction guerrière. Avec l'apparition du citoyen-hoplite c'est le paysan qui accède à la vie politique : les « constitutions » du VI^e siècle soulignent ce fait qui insistent sur l'intégration des groupes paysans de la campagne à la politique de la cité. Technique, mental, politique et social concourent à la « réciprocité parfaite de la phalange et de la première cité grecque » (*G*, p. 140).

La parfaite ordonnance de ce schéma a, dans sa rigueur même, quelque chose d'inquiétant. Le monde grec est un monde de cités autonomes, individualistes. Les deux contributions parallèles de M.I. Finley (*G*, p. 143-160) et de Pierre Vidal-Naquet (*G*, p. 161-181) montrent comment le phénomène général de la « réforme hoplitique » aboutit à deux systèmes sociaux aussi différents que Sparte et Athènes. La société spartiate, nous dit M.I. Finley, est conditionnée par un modèle idéologique et institutionnel confronté à une réalité sociale extrêmement tendue. Modèle d'une cité égalitaire qui repose sur l'exaltation des vertus collectives, sur le transfert des valeurs familiales à l'état-cité, au moyen des classes d'âge, des compagnonnages, des rituels de

séclusion comme la cryptie ⁽¹⁾. Réalité sociale d'un système qui oppose la petite minorité des « égaux », des citoyens de plein droit à la masse des dépendants, hilotes et périèques ⁽²⁾. Tensions multiples dues aux conditions économiques qui font de l'égalité des citoyens une fiction, à l'opposition politique des *éphores* magistrats élus et de la vieille royauté. Surtout déséquilibre militaire : le petit nombre des « égaux » ne suffit pas en cas de crise à assumer la défense de la cité et oblige à l'appel aux catégories inférieures. Société militaire, comme le « mirage spartiate » du IV^e siècle av. J.-C. repris par l'idéologie nationaliste allemande l'a longtemps cru ? Non, le système n'isole pas assez la fonction militaire des autres fonctions sociales pour faire de Sparte « une armée qui campe en permanence ». M.I. Finley nuance largement le tableau classique : la cité spartiate est différente des autres par la persistance de la royauté, la dureté et l'archaïsme de ses rites de passage, mais ses cultes, son système économique et social n'en font pas un monde clos, radicalement différent. La structure pyramidale de la société spartiate (« égaux », citoyens de diverses classes, « périèques », « hilotes »), le faible nombre des « égaux », leur dépendance économique vis-à-vis des autres groupes sociaux en font une société fragile. Une société qui tend au maximum ses institutions, qui les fige et les durcit, à la limite une société où la fonction guerrière est aussi une fonction répressive, une fonction policière.

Pierre Vidal-Naquet a intitulé son étude *La tradition de l'hoplite athénien* (G, p. 161-181), et il y a là une volonté certaine de paradoxe car son travail démontre la liaison intime de la guerre terrestre et de la guerre navale, de l'hoplite et du marin. Athènes confond, nous dit-il, « l'organisation civique et l'organisation militaire » (G, p. 171) : la qualité de citoyen n'est pas accordée à une petite caste fermée comme les « égaux » spartiates. Tous les Athéniens *libres* participent à la fonction guerrière et sont donc citoyens. Dans la cité spartiate, chacun, « hilotes » compris, est un fragment du corps politique, même si un système hiérarchique et pyramidal privilégie le groupe des « égaux ». Au contraire dans la cité athénienne l'opposition est nette, on est esclave ou homme libre à part entière : les hommes libres forment le groupe des guerriers, les esclaves en sont exclus. Le guerrier est donc rigoureusement le citoyen. Les dix corps d'hoplites athéniens correspondent aux dix tribus d'Athènes et le combat hoplitique de Marathon est le symbole même de la parfaite réciprocité entre la phalange et la cité. La puissance de l'Athènes classique, c'est cependant, et avant tout, la guerre sur

(1) C'est-à-dire le rite d'initiation « en brousse » imposé aux meilleurs des jeunes gens.

(2) La société spartiate est divisée en groupes sociaux complexes. Au sommet les « égaux » citoyens de plein droit, ensuite les « périèques » citoyens des villes de laconie au statut mal défini, enfin les « hilotes », dépendants ruraux attachés au sol. Pour plus de précision, voir P. Vidal-Naquet, Les esclaves grecs étaient-ils une classe ? *Raison Présente*, n° 6, p. 102-112.

mer que commémore la victoire *navale* de Salamine en 480. La différence entre guerre sur mer et guerre sur terre n'est pas seulement technique et logistique, elle est sociale. Car sur mer peuvent servir non plus seulement les propriétaires d'un équipement hoplitique coûteux, mais ceux qui n'ont que leurs mains, les thètes qui forment l'essentiel des équipages de la flotte. Désormais le modèle de la guerre navale (inspiré à l'origine par la guerre sur terre) va retentir sur les opérations terrestres et conduire à une plus grande mobilité de la phalange. Guerre navale donc, mais surtout guerre qui nécessite des investissements collectifs, une stratégie à l'échelle géographique et non plus topographique. La pratique de la bataille navale conduit à l'éclatement du modèle trop parfait du combat hoplitique : « la flotte fut à la fois modèle et facteur du déséquilibre, de destruction, de la vieille organisation » (G, p. 172). La guerre du Péloponnèse mène directement par sa durée, le nombre des participants au conflit, la variété des théâtres d'opération, à une guerre totale, une guerre permanente appuyée sur des corps de mercenaires dont l'importance grandit sans cesse. Il ne faut pas voir autre chose que la conséquence de ce déséquilibre dans la « réactualisation » de l'éphébie au IV^e siècle av. J.-C. ⁽¹⁾, dans la recherche inquiète d'un Platon qui tente de nouer avec l'idéal civique du début du V^e siècle. La guerre à Sparte comme à Athènes est un domaine idéologique parfaitement déchiffrable. Guerre intravertie, « policière », à Sparte, guerre extravertie « impérialiste », à Athènes, là comme en d'autres secteurs ⁽²⁾ la crise est bien visible.

LA GUERRE HELLENISTIQUE

Les quatre études suivantes sont consacrées à des aspects particuliers de la guerre dans la cité classique. J. Taillardat (G, p. 183-205) nous donne une description technique des problèmes de la guerre sur mer. Il met en évidence les caractéristiques fondamentales de la marine grecque antique, rapidité des délais de construction des flottes, fragilité des navires. Surtout, il souligne le rôle offensif de la trière « ce bateau médiocrement marin, est un merveilleux engin de guerre : la trière était légère, rapide, et, aux mains d'une chiourme entraînée, manœuvrait de façon remarquable, si le vent et la mer restaient maniables » (G, p. 200). La stratégie et la tactique navales sont limitées par les nécessités techniques du contact quasi permanent avec la

(1) Comme la cryptie spartiate, l'éphébie athénienne est une institution civique et religieuse qui prépare l'adolescent à l'exercice de la citoyenneté. A l'origine ses caractères initiatiques sont très marqués ; tombée en désuétude, elle est renouvelée au IV^e siècle sous la forme d'une période (2 ans) d'éducation sociale qui prend des allures de service civique et militaire.

(2) Cf. E. WILL, *Trois quarts de siècle de recherches sur l'économie grecque antique*, Annales ESC 1954, p. 19.

terre et le rôle déterminant des bases qui entraînent une inévitable extension territoriale. Enfin l'évolution extrêmement rapides des techniques de l'offensive maritime et l'apparition au cours du IV^e siècle de l'artillerie sur mer corrobore les réflexions de P. Vidal-Naquet sur la technicité de la guerre au IV^e siècle. *Guerre et Paix entre cités* : J. de Romilly (*G*, p. 207-220) examine la guerre classique comme un phénomène international. Phénomène naturel puisque l'état de guerre est tellement lié à la cité que la paix apparaît comme un intervalle, une « parenthèse ». Cette endémie guerrière exige, faute de quoi elle aboutirait rapidement à la disparition des cités, des règles implicites ou explicites. Règles tactiques : le combat hoplitique résulte d'un choix, d'un accord entre les parties. Règles idéologiques : rapports de la guerre avec le sacré et pression d'une éthique implicite de la bonne guerre (conforme aux usages), et de la mauvaise guerre (qui ne les respecte pas). Un droit international ? En tout cas des échanges inter-sociaux qui reposent sur l'inviolabilité des hérauts, le respect des sanctuaires, la restitution des morts. Règles fragiles qui ne résistent pas aux crises du IV^e siècle et qui évoluent avec la naissance des fédérations de cités, des associations religieuses, témoins du dépassement progressif du cadre politique de la cité. Eclatement social et politique que confirment la réaction anti-guerrière du IV^e siècle et l'exaltation de la communauté grecque face à la puissance macédonienne. La même évolution est sensible dans le traitement des vaincus étudié par P. Ducrey (*G*, p. 231-243). La guerre limitée des petites cités classiques ne connaît pas de « droit du vaincu » mais la morale non écrite, la nature épisodique des affrontements, la faible importance de la guerre de siège limitent les excès. Quand la guerre hoplitique se transforme avec la guerre du Péloponnèse, le traitement des vaincus se fait plus rude, l'asservissement devient plus coutumier. La guerre sur mer est particulièrement meurtrière. On noie les marins vaincus, on mutile les rameurs prisonniers. En réaction contre ces excès se développe une idéologie de l'hellénisme qui tend à limiter les conséquences de la guerre entre Grecs pour exalter la guerre contre les Barbares. Ce courant auquel il faut rattacher les appels passionnés à la paix d'un Andocide ou d'un Isocrate débouche fatalement sur l'union derrière la puissance macédonienne. Spécialiste de la cité classique ⁽¹⁾ Claude Mossé (*G*, p. 221-229) éclaire la transition de l'armée classique à l'armée hellénistique, elle met en évidence le renversement qui à partir de la guerre du Péloponnèse affecte les rapports de la guerre et de la cité : « Le divorce qui s'annonce au IV^e siècle entre la fonction guerrière et la fonction politique amorce en fait la proche disparition de la cité en tant qu'Etat autonome » (*G*, p. 229). L'affirmation des clientèles politiques à l'intérieur de la cité, le développement des bandes mercenaires, l'importance croissante du chef militaire, autant de causes qui mènent directement à cette nouvelle forme politique qu'est le royaume hellénistique. En un

(1) Voir son étude, *La fin de la démocratie athénienne*, Paris 1962.

rapide tableau, Pierre Lévêque dresse une typologie sociale de la guerre hellénistique (*G*, p. 261-288), guerre nouvelle, technique qui s'appuie sur des corps militaires spécialisés, sur l'artillerie et la poliorcétique. Guerre dévoreuse d'hommes et de matériel qui oblige les royaumes à renouer avec certaines traditions locales : terres concédées pour assurer l'entretien du soldat comme les clérouquies, emploi massif de mercenaires rémunérés par le pillage. Idéologie monarchique de la guerre qui repose sur l'extension territoriale et le butin, apparition de cette forme de gouvernement militaire qu'est la stratégie. Primat de l'institution militaire sur la fonction guerrière, de la monarchie sur la politique « déferlement universel de la guerre » caractérisé non plus par l'intégration politique de la guerre dans la cité, mais la militarisation progressive de l'espace idéologique. Le travail d'Yvon Garlan (*G*, p. 245-260) est une manière de synthèse de l'évolution de la fonction guerrière, une synthèse en creux à partir des sources non littéraires. L'utilisation du document archéologique, sa confrontation avec les textes mène directement à l'histoire. A l'époque archaïque et au début du classicisme, « l'enceinte est un élément secondaire du paysage grec ». Le *Périclès* de Thucydide glorifie les « remparts d'hommes » qui font la cité « non les murs et les vaisseaux ». L'analyse des vestiges archéologiques atteste du rôle secondaire des remparts ; quand elles existent, les défenses de la cité hoplitiques sont très sommaires. C'est encore une fois la guerre du Péloponnèse qui consacre le renversement, la stratégie de la guerre totale, la guerre maritime exigent qu'Athènes ne soit pas séparée de son port. Les « longs murs » qui joignent la cité au port symbolise son indépendance et sa puissance. « A partir du IV^e siècle, la technique des ouvrages défensifs évolue à un rythme plus rapide » (*G*, p. 248) pour culminer à l'époque hellénistique dans les défenses de Syracuse : le château Euryale.

Un appendice consacré à une étude comparée du char en Orient, en Chine et en Grèce termine le recueil. P. Garelli (*G*, p. 291-295) analyse la fonction du char en Assyrie, E. Cassin (*G*, p. 297-308) s'attache aux rapports de la charrerie et de la structure sociale dans la même région, J. Gernet (*G*, p. 309-312) résume les problèmes du char en Chine et M. Detienne conclut sur la charrerie en Grèce (*G*, p. 313-318). Lacune importante, cette série de brèves et percutantes remarques suggèrent une analyse comparée de la charrerie sans vraiment l'entreprendre. L'analyse comparative reste au niveau des intentions et non des réalisations.

ROME ET L'IMPERIALISME

L'analyse de J.-P. Brisson (*R*, p. 1-19) est aussi un schéma en trois temps. Les rythmes de la guerre à Rome sont les mêmes que ceux de la guerre grecque mais la chronologie est différente. La guerre de la Rome archaïque correspond historiquement à la période de la guerre hoplitique en Grèce. Avec un siècle de retard la mutation hellénistique affecte Rome au cours

des guerres puniques (III^e siècle av. J.-C.). Le troisième terme correspond à l'avènement de l'Empire. « Autrefois type de relations parmi d'autres avec les cités voisines, puis moyen d'une politique impérialiste affirmée elle (la guerre) est devenue avec le régime impérial, l'instrument de la différenciation du monde romain et du monde barbare » (R, p. 9). La perspective de ce second volume est donc la même : on regrettera d'autant plus qu'aucune réflexion ne soit consacrée à l'analyse comparée de la guerre à Rome et de guerre en Grèce. Aux différences et aux similitudes qui caractérisent la cité grecque par rapport à la cité romaine. Le comparatiste a encore une fois quelques raisons d'être déçu ; alors que les matériaux sont rassemblés, il est un peu décourageant de n'apercevoir aucune tentative pour les comparer simultanément : les vieux provincialismes intellectuels ont encore tous leurs droits.

L'ouvrage consacré à Rome commence plus particulièrement par l'étude du passage de la guerre romaine archaïque à la guerre de type hellénistique. La communication de Jacques Heurgon (R, p. 23-32) s'interroge sur les raisons qui font que, petite puissance du Latium en 340 av. J.-C., Rome devient à la fin de la guerre contre Pyrrhus en 272 une puissance méditerranéenne. Les instruments de cette croissance : l'adaptation de la phalange de hoplites à la guerre tout terrain par l'introduction du manipule qui scinde les lignes en petits groupes mobiles, à quoi « il faut ajouter la mobilité des corps francs que constituaient les cohortes et les ailes des Alliés » (R, p. 25). Le développement militaire ne serait rien sans l'expansion politique et diplomatique. Rome s'étend par un moyen révolutionnaire, l'intégration progressive des alliés à certains aspects puis à la totalité de la cité romaine. J. Heurgon s'attache à définir l'un des concepts-clés de l'expansion militaire politique de Rome : l'idée de *Fides romana* de justice et d'honneur de la politique romaine. La guerre de Rome est une guerre pieuse et juste : *pium et iustum*. Elle est réglée par un droit « international » complexe, sommations, déclarations de guerre, code d'engagement de la paix et de la guerre, etc., cette formalisation de la politique et de la guerre est au service de l'expansion. Pour J. Heurgon, il s'agit là du moteur de la puissance romaine : « Aux vertus de la *Fides* Rome croyait profondément, et c'est parce qu'elle proclamait et croyait profondément que ce qu'elle offrait aux autres peuples était une protection sûre, garantie par les dieux, que les peuples se sont soumis si vite à sa loi, comme autant de clientèles, pour reprendre le mot de M. Badian, dans un patronat international. L'action de ces forces morales donne à la conquête son sens, et explique la rapidité avec laquelle elle s'est faite » (p. 32). Je crois qu'il y a là à la fois beaucoup de rigueur et beaucoup d'erreur. J. Heurgon note à bon droit que la puissance romaine est caractérisée par ses facultés d'adaptation juridique, diplomatique et militaire. En particulier l'intégration du vaincu dans la mouvance de Rome s'opère par un système politique et idéologique d'une efficacité inconnue à l'époque. De cette efficacité J. Heurgon déduit la force morale de Rome et conclut aussitôt à l'explication

de l'expansion par la supériorité morale. Je crois qu'il y a là un renversement discutable : l'expansion de Rome (comme l'expansion de la Macédoine de Philippe) s'explique par un développement militaire et politique, une puissance d'intégration supérieurs. Ce sont ces capacités qui produisent la « bonne conscience » soulignée par M. Heurgon, de manière aussi naturelle et inconsciente que le colonialisme produit le racisme : l'impérialisme, celui de Rome ou un autre, n'est jamais « chose simple et brutale », un passé colonial récent le prouve.

*
**

J.-P. Brisson prend pour cible « les mutations de la seconde guerre punique » (*R*, p. 31-59), période aussi importante pour l'histoire de Rome que la guerre du Péloponnèse pour la Grèce. Il s'attache au paradoxe historique suivant. En 215, Rome écrasée au Trasimène et à Cannes par Hannibal « atteint le point le plus bas de la crise... la défection de Capoue en 215 avait privé les armées romaines d'environ 50 000 citoyens. Un peu plus du sixième de la population apte à porter les armes... comment pendant les huit années qui suivirent... Rome a-t-elle pu réparer les pertes initiales de la guerre tout en contenant un ennemi dont elle n'avait pu supporter le choc quand les chances étaient apparemment égales de part et d'autre ? » (*R*, p. 34). La réponse tient dans l'occultation de deux stratégies différentes, de deux conceptions de la guerre. Hannibal est un « technicien de la guerre », un spécialiste qui dispose d'une armée de métier, la meilleure armée hellénistique de l'époque. Tant que Rome accepte le combat sur le terrain de la guerre de ligne, elle est perdante. Son armée est techniquement inférieure, sa conception de la guerre est appuyée sur l'idée que « la victoire est affaire de *fama*, d'aveu d'infériorité du camp adverse » (*R*, p. 39). Ce retard psychologique et technique explique les défaites du début : la puissance économique et sociale de Rome expliquent la victoire. Vaincue successivement plusieurs fois, la cité romaine n'accepte pas la défaite : Rome n'est plus une cité qui peut être abattue par combat en rase campagne, elle est devenue un état territorial dont seule une guerre de position pourrait venir à bout. Hannibal dans l'incapacité de mener ce type de guerre, Rome dispose de temps pour reconstituer ses forces pour rattraper son retard technique. La naissance d'une flotte de combat grâce à un recrutement élargi (alliés, esclaves) entraîne Rome dans un combat d'un type nouveau ; la guerre sur terre est transformée par la guerre sur mer. D'objet, la guerre devient sujet, moteur de la cité : « La guerre fut désormais politiquement, économiquement et culturellement, la raison d'être essentielle de Rome non plus seulement dans la structure de la société, mais dans l'idée qu'elle se faisait de ses relations avec le reste du monde » (*R*, p. 58).

Spécialiste de l'Armée césarienne, Jacques Harmand (*R*, p. 62-73) analyse le bouleversement social qui affecte dans le courant du II^e siècle av. J.-C. le

recrutement de l'armée romaine. Malgré les transformations de la seconde guerre punique, l'armée romaine est encore au II^e siècle une armée de citoyens aisés : « A cette époque les légions sont un agrégat de nobles, de bourgeois et de paysans aisés » (*R*, p. 61). En 107, la « réforme marienne » du recrutement consécutive aux invasions des Cimbres et des Teutons ouvre l'armée aux non-possédants : l'armée du « devoir civique » s'efface devant l'armée des « volontaires ».

Mais la mutation sociale n'a pas de conséquence économique directe ; la solde reste ce qu'elle était aux époques précédentes : une indemnité très faible. Le résultat de cette situation est l'apparition du type social du soldat pillard, à l'affût de la moindre occasion. Un état de « mendicité militaire » qui transforme totalement la psychologie de l'armée romaine. Attente forcenée du butin, espoir de donations de terres : l'armée « prolétaire » devient l'un des vecteurs de la crise sociale. Il faut attendre César pour que la crise soit résorbée par le doublement de la solde. Pour reprendre l'expression de J. Harmand, « le socialisme militaire césarien » donnera à l'Empire un instrument qui allie la technicité du mercenariat et le civisme de l'armée citoyenne. L'aptitude de Rome à créer des cadres sociaux originaux au service de l'expansion prépare la mutation interne de la République au Principat : l'armée romaine devient une armée au service des généraux, garants devant les soldats de la hiérarchie sociale et de la hiérarchie militaire.

L'article de Paul Jal, s'attache aux contacts de la religion et de la théorie politique, aux rapports de l'impérialisme et de la guerre civile (*R*, p. 75-84). Contrairement à un cliché historique habituel, les guerres civiles n'ont pas freiné l'expansion romaine, elles sont intimement liées à la conquête. Quand Rome, avec l'empire naissant, a retrouvé son équilibre intérieur, elle a défini à peu de chose près son équilibre extérieur. Avec les crises internes répétées des 2^e et 1^{er} siècles, apparaît une idéologie de la puissance qui se dévore elle-même. Comme dans le monde grec du IV^e siècle av. J.-C. cette idéologie va de pair avec le développement d'un sentiment « antimilitariste » qui exalte l'abandon des conflits internes pour le combat avec les barbares. Les guerres civiles n'ont pas freiné l'expansion, elles ont été solidaires de la stabilisation générale de la société romaine durant le 1^{er} siècle après J.-C. H.G. Pflaum étudie les moyens et les formes de cette stabilisation (*R*, p. 85-98). Son essai s'ouvre par un plaidoyer fervent et très mommsenien en faveur de la latinité. Il commence par souligner la faiblesse des effectifs dans l'empire, 360 000 hommes répartis sur 3 grands fronts : Rhin, Danube, Euphrate. L'armée romaine du haut-empire se compose de trois corps d'inégale importance. A Rome sous les ordres directs de l'Empereur les cohortes urbaines, vigiles et surtout prétoriennes. Dans les provinces, les corps réguliers des légions et les corps auxiliaires de Pérégrins d'importance à peu près égale. Pour l'engagé, le volontaire, l'armée est moyen de promotion sociale, et particulièrement pour le prétorien qui peut, après avoir effectué son temps

de service à différents grades, accéder à la carrière administrative équestre : procureur (gouverneur de province). Les espérances du simple légionnaire s'arrêtent aux cadres d'officiers subalternes que sont les divers centurionats. L'armée accueille aussi les 2 ordres sénatoriaux et équestres. Elle leur ouvre directement les grades supérieurs : ces grades sont de courte durée, aussi certains jeunes gens d'origine équestre ou sénatoriale empruntent-ils la carrière militaire classique. Ce système complexe et hiérarchisé qui fait de l'armée le tremplin quasi obligatoire de toute carrière administrative ou politique est un puissant instrument d'homogénéisation de la société romaine : la circulation des soldats et des officiers dans tout l'empire est l'un des principaux moyens de la romanisation. Certaines ombres au système : manque d'hommes, et surtout (pour le haut empire) faiblesse financière qui empêche le développement de l'armée permanente. Il y a là un point qui n'est qu'évoqué mais qui mériterait une recherche. L'inventivité économique, les moyens financiers ont-ils été à la mesure de l'intelligence administrative, politique et militaire de l'empire ? Les causalités économiques semblent répondre aux causalités idéologiques évoquées plus haut pour concourir à l'arrêt de l'expansion.

LA FUSION DU POLITIQUE ET DU MILITAIRE

Les cinq premières contributions du recueil de J.-P. Brisson allient l'analyse des structures de la société aux renversements historiques, les tendances de la synchronie aux avatars de la diachronie. Les cinq études qui suivent sont de caractère plus statique. Elles tentent de mettre en rapport l'armée avec la religion, la structure sociale, le monde politique, les pratiques culturelles.

L'étude de H. le Bonniec (*R*, p. 101-115) est une recension des liens formels, juridiques et mentaux de la guerre et de la religion. Après J. Bayet il décrit les rituels sociaux de la guerre : rythme de la guerre, cérémonies d'ouverture et de clôture, procédures juridico-religieuses de la déclaration de guerre, de l'enrôlement, de l'établissement du camp et de la conduite des opérations. L'ensemble de ces pratiques est sous-tendu par une idéologie religieuse que G. Dumézil a longuement étudiée : suivant l'exemple de Kurt Latte⁽¹⁾, M. Le Bonniec récuse la plus grande partie de ces travaux. On voit mal la raison d'un déterminisme qui, en s'interdisant toute analyse structurale veut compenser la pauvreté des sources par la pauvreté des méthodes d'analyse.

(1) Kurt LATTE, *Römische Religionsgeschichte*, München 1960, p. 9-10 :

« Nous savons aujourd'hui combien pauvres sont les restes de la tradition (religieuse) romaine : en conséquence, il n'est pas possible de tenir compte d'une rénovation de ces entreprises (d'analyse comparée) qui, quoique menée avec rigueur et érudition, construit sur des bases qui ne résistent pas à la critique philologique du matériel. »

La contribution de C. Nicolet (*R*, 117-156) est l'une des plus décisives du recueil au sens où elle constitue une application exemplaire de la sociologie descriptive à l'étude du monde antique, où cette rigueur méthodologique s'attaque à un point aussi fondamental pour le monde romain que l'était la « révolution hoplitique » pour le monde grec : la définition et le statut du groupe des chevaliers. Selon l'histoire traditionnelle, l'équilibre socio-économique qui faisait de Rome une Cité essentiellement rurale éclate vers le milieu du II^e siècle : « La seconde guerre punique avait eu pour conséquence l'éclatement de cette société : au sommet concentration des grandes propriétés, constitution des latifundia, à la base disparition physique et ruine économique de la masse des moyens prolétaires, prolétarisation de ceux qui avaient survécu. Mais en revanche ce fossé aurait été en partie comblé par l'apparition et le développement d'une véritable « classe intermédiaire » ou « bourgeoisie » : celle qui porte le titre de « chevaliers romains » titre octroyé uniquement en fonction du capital possédé et qui serait essentiellement une « classe » au sens moderne du mot... » (*R*, p. 123). A ce déterminisme historique Claude Nicolet oppose les résultats de l'analyse du matériel épigraphique. En premier lieu les chevaliers n'apparaissent pas comme un groupe socio-économique précis, mais comme un « ordre » défini juridiquement par l'inscription sur un registre : « Le titre de chevalier comme celui de sénateur est donc un titre personnel, d'origine civique et fonctionnelle et non pas économique » (*R*, p. 125). La richesse, un certain niveau de fortune, est donc nécessaire mais non suffisant. La dignité de chevalier est liée directement à l'appareil politique romain par le biais des institutions militaires. L'étude épigraphique prouve cette fusion du politique et du militaire. Souvent, magistrats, militaires des grades supérieurs, les jeunes gens d'origine équestre qui veulent se voir confirmer la dignité familiale sont parfois de simples soldats : « L'ordre équestre est avant tout une aristocratie civique, telle qu'elle résulte d'un choix délibéré des magistrats parmi les familles les plus riches et sans nul doute les plus traditionnels de Rome » (*R*, p. 133). L'étude de la mobilité sociale, du passage de l'armée à la magistrature et de la magistrature à l'armée précise cette analyse. La fonction militaire et particulièrement le tribunat *élu* est un moyen de confirmation et d'affirmation sociale, et dans certains cas un moyen de promotion. L'accès au grade supérieur est parfois lié à l'attribution de l'anneau d'or du chevalier. Bien plus, des exemples individuels permettent de saisir le passage du grade subalterne (centurionat) à l'ordre équestre : « L'armée est déjà sous la république ce qu'elle sera sous l'empire, un puissant *melting-pot*, une filière bien organisée » (*R*, p. 156).

Point d'histoire romaine fondamental, mais aussi point d'histoire générale : la Rome de la fin de la République est l'image de la conjonction, de la fusion sociale, des activités militaires et politiques. Nos catégories sont vouées à l'échec : armée de métier, armée civique, autant de concepts figés qui ne rendent pas compte de la structure de la société antique. L'analyse sociologique ne dessine pas des secteurs tranchés, domaine privé ou public,

civil ou militaire, mais fait surgir des zones de recouvrement des points de dépassement : intégration du civil et du militaire dans la carrière publique, interpénétration des critères d'origine sociale, de situation économique, de carrière administrative, dans la définition des groupes sociaux.

L'étude de J. Hellegouarc'h (*R*, p. 167-169) précise au niveau proprement politique la confusion, la surimposition des divers secteurs de la vie sociale. Si le civil n'est pas distingué du militaire, au plan de la fonction politique s'entend, le politique et le militaire ne sont pas dissociés de l'activité économique et commerciale personnelle. Négoce du butin par les soldats, mise en coupe réglée de la province par le pro-consul. Tout se résoud en termes de pouvoir et de puissance et dans un monde aussi expansionniste (socialement) que Rome, il n'est guère étonnant de voir le vocabulaire « attester plus ou moins fortement l'origine militaire ou para-militaire des groupes politiques ». Dans une société de la puissance, la frontière n'est pas nette entre partisans politiques, militants, et bandes armées. Bandes armées, armées transformées en bandes par la politique personnelle des officiers supérieurs, le pouvoir est bien là. Les « civils », les « Gracques », Cicéron ne sont que des cas individuels qui ne changent rien à l'organisation d'ensemble de la vie politique à Rome. « L'évolution qui s'est accélérée à la fin de la République s'est d'ailleurs poursuivie sans solution de continuité sous l'Empire où l'armée finit par prendre définitivement le pouvoir » (*R*, p. 169). Encore le problème se pose-t-il de comprendre comment *la* politique se précipite dans les moules et la forme de l'institution militaire alors que *le* politique se confond de plus en plus dans l'Empire naissant avec l'administration municipale. L'idéologie cicéronienne de la guerre étudiée par A. Michel (*R*, p. 171-183) laisse apparaître les justifications théoriques de la guerre au service de l'expansionnisme. Glorification des valeurs militaires, morale pratique au service de la morale sociale (le faux serment est une arme licite contre l'ennemi). Cette théorie de la guerre est une théorie politique. La guerre sert d'instrument d'intégration politique et sociale. La guerre grecque « anté-hellénistique » est un mode de règlement de situations conflictuelles. La guerre romaine est explicitement, comme le dit Cicéron, un moyen de pouvoir : « Ce qui sans conteste, a le mieux assis notre empire et étendu le nom du peuple romain, c'est que Romulus... nous a enseigné par le traité avec les Sabins que nous devons accroître notre Etat en y accueillant même nos ennemis. » (*Pro Balbo*, 31.) Où trouver définition plus nette de l'impérialisme romain ? La bonne guerre, selon Cicéron, c'est la guerre au service de la civilisation et de la culture romaine. Impérialisme et bonne conscience vont de pair. L'idéologie de Cicéron reflète le monde des lettrés, le spectacle du *munus*, du combat de gladiateur, étudié par G. Ville (*R*, p. 185-195) nous plonge directement dans l'idéologie vécue de la masse des Romains. Le combat de gladiateurs est à son origine un jeu rituel archaïque : « le massacre des prisonniers sur la tombe des guerriers morts au combat ». La survie de ce rite est

un accident lourd de portée. Le combattant du cirque est à l'origine le prisonnier de guerre mais dès le II^e siècle la « gladiature romaine connaît déjà des gladiateurs professionnels ». La guerre nourrit les jeux et s'il est rare de voir les gladiateurs intervenir dans la guerre extérieure, leur participation aux affrontements civils est notoire, notoire et immorale, mais efficace. Ces hommes sont tout naturellement entraînés au combat individuel et leur situation sociale les rend d'une fidélité absolue. La situation du *munus* évolue ; le gladiateur de la période républicaine est souvent un prisonnier qui possède les mêmes armes et utilise les mêmes techniques de combat que le soldat. Son sort est souvent réglé par la *missio*, la grâce du vaincu. Dès l'époque augustéenne, les aspects spectaculaires dominent, techniques de combat spécialisées sans rapport avec les techniques de la guerre, scènes pathétiques liées à la mise à mort du vaincu. Paradoxalement, mais de manière logique, c'est au moment où se développe ce spectacle sanguinaire qu'on exalte les vertus du gladiateur. Son courage, son mépris du danger, la valeur en quelque sorte pédagogique du combat à mort, qui élève et endurecit le citoyen, la violence comme spectacle s'oppose à la violence comme discipline. Le gladiateur et le soldat, deux aspects à la fois solidaires et antagonistes de la société romaine liés par les mêmes rapports d'inversion que le magistrat et le policier dans la société française d'après 1968.

*
**

Le lecteur qui aura parcouru dans leur totalité les deux ouvrages publiés par J.-P. Brisson et J.-P. Vernant éprouvera sans doute une impression d'éclatement intellectuel : l'espace décrit par les différentes communications est trop large, trop varié pour qu'il n'en soit pas ainsi.

Comme les deux maîtres d'œuvre se le proposaient, il n'est pratiquement pas un domaine de l'histoire sociale de l'Antiquité qui n'ait été abordé. Et cependant la perspective est malgré tout restreinte. En deçà de la recherche la fonction économique de la guerre, le rôle du butin, la nature des conflits ne sont pas envisagés de propos délibéré. Au-delà, le rôle de la violence dans la société, les « Heurs et malheurs du guerrier » ne sont qu'indirectement évoqués. Pourquoi la guerre ? « Piller (...) semble plus facile et même plus honorable que gagner par le travail » selon la réponse d'Engels⁽¹⁾. Mais quel est le rôle de l'idéologie, comment la société perçoit-elle cette violence dans ses mythes, ces questions ne sont pas ou guère soulevées. La guerre n'est qu'une des formes de la violence sociale, qui s'exerce aussi dans les rapports hiérarchiques et dans l'activité productive. La guerre est l'histoire explicite de la violence, l'histoire implicite reste encore à écrire, d'autant

(1) F. ENGELS, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Editions sociales 1954, p. 150.

SYNTHESES

plus intéressante qu'il s'agit ici de sociétés qui développent des idéologies de l'écrasement (la victoire romaine) ou de l'affrontement (l'*Agôn* grec). Nous sommes aux limites du domaine considéré. En déblayant le terrain de l'infrastructure sociale, les deux ouvrages de J.-P. Vernant et J.-P. Brisson permettent en bonne logique de regarder plus loin, de tenter de saisir les complexes variations de la superstructure.